



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 54.291/4
du 6 novembre 2013

advies 54.291/4
van 6 november 2013

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'relatif à la
coordination des chantiers en
voirie'

een ontwerp van besluit van de
Regering van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest
'betreffende de coördinatie van
bouwplaatsen op de openbare
weg'

Le 14 octobre 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports, de l'Informatique régionale et communale et du Port de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif à la coordination des chantiers en voirie'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 6 novembre 2013. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 novembre 2013.

*

Op 14 oktober 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, belast met Openbare Werken, Vervoer, Gewestelijke en gemeentelijke informatica en de Haven van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 'betreffende de coördinatie van bouwplaatsen op de openbare weg'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 6 november 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 november 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

La note aux membres du Gouvernement jointe à la demande d'avis énonce que : « le présent arrêté n'a aucune implication budgétaire ».

L'article 3 du projet examiné vise cependant à arrêter le mode de détermination de la redevance annuelle dont le paiement sera demandé aux personnes visées à l'article 9, § 1^{er}, de l'ordonnance du 3 juillet 2008 'relative aux chantiers en voirie', « pour la mise à disposition et l'utilisation d'Osiris ».

Le projet examiné doit dès lors être considéré comme de nature à influencer les recettes ou à entraîner des dépenses, au sens des articles 10, § 1^{er}, 2^o, et 32, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2006 'relatif au contrôle administratif et budgétaire ainsi qu'à l'établissement du budget'.

Par conséquent, il doit être soumis non seulement à l'accord du Ministre du Budget mais aussi à l'avis de l'Inspecteur des Finances.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

Alinéa 1^{er}

À l'alinéa 1^{er}, il convient de ne viser que les seules dispositions de l'ordonnance du 3 juillet 2008 qui procurent un fondement juridique au projet. Il s'agit des articles 8, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, 9, § 2, alinéa 2, 13, alinéa 2, 15, alinéa 2, 31, § 1^{er}, alinéa 2, 33, § 1^{er}, alinéa 2 et § 2, 34, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 94¹.

Alinéa 2

L'alinéa 2 est consacré au visa de l'ordonnance du 5 mars 1998 'relative à la coordination et à l'organisation des chantiers en voie publique en Région de Bruxelles-Capitale'.

¹ Pour ce qui concerne l'article 33, § 2, il est en outre renvoyé aux observations formulées à propos des articles 4 et 16 du projet examiné.

Cette ordonnance ne procurant pas de fondement légal au projet et n'étant pas abrogée par ce dernier², l'alinéa qui la vise doit être omis.

Alinéa 3 (devenant l'alinéa 2)

L'alinéa 3 (devenant l'alinéa 2) est consacré au visa de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 'relatif à la coordination et à l'organisation des chantiers en voie publique en Région de Bruxelles-Capitale', arrêté que l'article 14 du projet examiné abroge partiellement. Il n'est pas nécessaire d'y viser les articles concernés par cette abrogation partielle.

Alinéa 5

L'alinéa 5, consacré au visa du présent avis de la section de législation du Conseil d'État, doit être complété afin d'y préciser que celui-ci est donné en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973³.

DISPOSITIF

Articles 1^{er} et 2

1. À l'article 1^{er}, 3^o, le terme « *superuser* » doit être remplacé par un mot de langue française ou de langue néerlandaise, selon la version linguistique concernée.
2. Il en va de même du terme « *usergroup* » figurant à l'article 2, § 3, 5^o.
3. La section de législation n'aperçoit pas quelle serait la disposition de l'ordonnance du 3 juillet 2008 qui habiliterait le Gouvernement à définir la notion d'urgence, et encore moins à en donner deux définitions différentes selon les cas. L'article 1^{er}, 4^o, sera donc omis.
4. Il en va de même de la description des cas de force majeure, figurant à l'article 2, § 3, (lire § 4 dans la version française) qui sera omis. Les articles 6, § 1^{er}, et 9, § 1^{er}, seront revus en conséquence.

² L'ordonnance du 5 mars 1998 précitée est abrogée par l'article 91, § 2, de l'ordonnance du 3 juillet 2008 précitée, dont l'article 16, § 1^{er}, 3^o, du projet examiné, fixe la date d'entrée en vigueur partielle. La fixation de cette entrée en vigueur ne doit pas être confondue avec l'abrogation proprement dite.

³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1, formule F 3-5-2.

Article 3

1. Le paragraphe 1^{er} fait usage du terme « redevables » tandis que le paragraphe 2 utilise celui de « contribuables » alors qu'en néerlandais le même mot « bijdrageplichtigen » est utilisé.

Dans la version française, il y a lieu d'utiliser la même terminologie.

2. Au paragraphe 4, la disposition est inutilement compliquée, l'auteur du projet est invité à la revoir avec plus de précision dans un souci de simplification à l'égard des contribuables.

Article 4

1. L'article 4 traite de l'implémentation dans Osiris du document dénommé « matrice des dispenses », qui reprend, sous une forme matricielle, les listes des chantiers qui sont dispensés de programmation, de coordination, ou d'autorisation, en raison de leur minime importance.

2. Il convient tout d'abord de relever que cette « matrice des dispenses » n'est pas jointe en annexe 3 du projet examiné, comme l'annonce pourtant son article 4, § 3. Ne figure dans le dossier joint à la demande d'avis qu'un projet de document, annexé à la note au Gouvernement du 26 septembre 2013, dont le caractère définitif est incertain.

3. Il convient également de remarquer que ce projet de matrice mentionne également les chantiers dispensés de l'avis de la Commission de coordination des chantiers, en raison de leur minime importance. Il y donc lieu de compléter sur ce point l'article 4, § 1^{er}, et de fixer la date d'entrée en vigueur de l'article 33, § 2, de l'ordonnance du 3 juillet 2008.

4. La procédure de modification de la « matrice des dispenses », décrite à l'article 4, § 4, ne constitue pas une mise en œuvre correcte de l'habilitation donnée au Gouvernement par les articles 13, alinéa 2, 15, alinéa 2, 31, § 1^{er}, alinéa 2, et 33, § 2, de l'ordonnance du 3 juillet 2008.

En effet, il revient au Gouvernement non d'approuver les modifications de la « matrice des dispenses » mais de les arrêter lui-même.

Par ailleurs, la section de législation n'aperçoit pas quelle disposition de l'ordonnance permettrait de rendre obligatoire l'avis de la Commission de coordination des chantiers préalablement à toute modification de la « matrice des dispenses ».

S'il s'agit de prévoir un avis facultatif, la disposition en projet doit être précisée en ce sens.

L'article 4, § 4, sera revu pour tenir compte de cette observation.

5. Les observations qui précèdent valent également pour la procédure provisoire d'adaptation de la « matrice des dispenses », fixée à l'article 15, § 2, du projet examiné.

Article 7

La section de législation n'aperçoit pas quelle serait la disposition de l'ordonnance du 3 juillet 2008, qui habiliterait le Gouvernement à arrêter la disposition figurant à l'article 7, alinéa 3, du projet examiné. À défaut, cette dernière sera omise.

Article 11

Au paragraphe 2, alinéa 3, la dernière phrase semble inutile, la notion de délai d'encodage n'intervenant pas ailleurs dans le projet.

La même observation vaut pour le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 2^o, seconde phrase, du même article.

Article 15

1. L'article 33, § 1^{er}, de l'ordonnance du 3 juillet 2008, dispose :

« Art. 33. § 1^{er}. Toute demande d'autorisation d'exécution de chantier, ou toute demande ou proposition d'avis rectificatif est soumise à l'avis de la Commission, lorsque le chantier est situé, en tout ou en partie, sur une voirie régionale ou sur une voirie communale présentant un intérêt manifeste pour la circulation sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le gouvernement établit la liste des voiries communales visées au premier alinéa après avoir recueilli l'avis des communes.

L'avis de la commune est réputé favorable en cas de silence à l'expiration d'un délai de soixante jours à compter de la réception de la demande d'avis ».

L'article 15, § 1^{er}, prévoit cependant que cette liste des voiries communales est, au titre de disposition transitoire, celle figurant en annexe 2 « dans l'attente de la réception des avis des communes permettant l'établissement définitif de la liste des voiries communales ».

L'adoption d'une liste provisoire, qui n'a pas été soumise à l'avis des communes, ne constitue pas une mise en œuvre correcte de l'habilitation donnée au Gouvernement par l'article 33, § 1^{er}, alinéa 2, de l'ordonnance du 3 juillet 2008.

Cette disposition doit être revue en conséquence.

2. Au paragraphe 1^{er}, la deuxième phrase sera omise compte tenu de la rédaction de l'article 33, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 3 juillet 2008.

3. Il est en outre renvoyé, pour ce qui concerne l'article 15, § 2, du projet, aux observations formulées sous l'article 4.

Article 16

1. À l'article 16, § 1^{er}, 1^o, il convient de mentionner également l'article 33, § 2, de l'ordonnance du 3 juillet 2008. La mention des articles 58, § 4, et 94, peut, par contre, y être omise. En effet, l'article 33, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 juillet 2013 'relatif à l'exécution des chantiers en voiries' a déjà fixé la date d'entrée en vigueur de ces deux dispositions.

2. L'article 16, § 1^{er}, 2^o, vise à ne faire entrer en vigueur les articles 19, 23 et 27 de l'ordonnance du 3 juillet 2008 qu'en y omettant certains mots ou membres de phrase. Un tel procédé, loin de se borner à fixer la date d'entrée en vigueur des dispositions concernées de l'ordonnance, revient en réalité à modifier la portée de ces dernières, ce que le Gouvernement n'est nullement habilité à faire.

L'article 16, § 1^{er}, 2^o, sera donc omis du projet et les dispositions concernées intégrées dans l'énumération figurant à l'article 16, § 1^{er}, 1^o.

Article 17 nouveau

L'exécutoire fait défaut.

ANNEXE 2

Dans l'intitulé de l'annexe 2, il y a lieu de renvoyer à l'article 15, § 1^{er}.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

De bij de adviesaanvraag gevoegde nota aan de regeringsleden stelt dat het “[v]oorliggend besluit [...] geen budgettaire implicatie [heeft]”.

Artikel 3 van het voorliggende ontwerp strekt evenwel tot het vaststellen van de berekeningswijze van de jaarlijkse bijdrage “voor de terbeschikkingstelling en het gebruik van Osiris”, die betaald zal moeten worden door de personen bedoeld in artikel 9, § 1, van de ordonnantie van 3 juli 2008 ‘betreffende de bouwplaatsen op de openbare weg’.

Het voorliggende ontwerp moet dan ook worden beschouwd als een ontwerp waardoor de ontvangsten kunnen worden beïnvloed of uitgaven kunnen ontstaan in de zin van de artikelen 10, § 1, 2°, en 32, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 juli 2006 ‘betreffende de administratieve en begrotingscontrole evenals de begrotingsopmaak’.

Het moet bijgevolg niet alleen worden onderworpen aan de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, maar ook aan het advies van de inspecteur van Financiën.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

Eerste lid

In het eerste lid behoort enkel verwezen te worden naar de bepalingen van de ordonnantie van 3 juli 2008 die rechtsgrond opleveren voor het ontwerp. Het gaat om de artikelen 8, § 1, tweede lid, en § 2, 9, § 2, tweede lid, 13, tweede lid, 15, tweede lid, 31, § 1, tweede lid, 33, § 1, tweede lid, en § 2, 34, § 1, eerste lid, en 94.¹

¹ Wat artikel 33, § 2, betreft, wordt ook verwezen naar de opmerkingen gemaakt bij de artikelen 4 en 16 van het voorliggende ontwerp.

Tweede lid

Het tweede lid betreft de verwijzing naar de ordonnantie van 5 maart 1998 ‘betreffende de coördinatie en de organisatie van de werken op de openbare weg in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

Aangezien die ordonnantie geen rechtsgrond oplevert voor het ontwerp en niet bij het ontwerp wordt opgeheven², moet het lid waarin daarnaar wordt verwezen, vervallen.

Derde lid (dat het tweede lid wordt)

Het derde lid (dat het tweede lid wordt) betreft de verwijzing naar het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 ‘betreffende de coördinatie en de organisatie van de werken op de openbare weg in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, dat gedeeltelijk wordt opgeheven bij artikel 14 van het voorliggende ontwerp. Het is niet nodig in het derde lid te verwijzen naar de artikelen waarop die gedeeltelijke opheffing betrekking heeft.

Vijfde lid

Het vijfde lid, waarin verwezen wordt naar dit advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, moet worden aangevuld om erin te preciseren dat het gegeven wordt met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.³

DISPOSITIEF

Artikelen 1 en 2

1. In artikel 1, 3°, dient de term “*superuser*”, naargelang van de taalversie, te worden vervangen door een Frans of een Nederlands woord.
2. Hetzelfde geldt voor de term “*usergroup*” in artikel 2, § 3, 5°.
3. De afdeling Wetgeving ziet niet in welke bepaling van de ordonnantie van 3 juli 2008 de regering zou machtigen om het begrip “dringendheid” te definiëren, en nog minder om daarvan, naargelang van het geval, twee verschillende definities te geven. Artikel 1, 4°, moet dan ook vervallen.

² De voormelde ordonnantie van 5 maart 1998 is opgeheven bij artikel 91, § 2, van de voormelde ordonnantie van 3 juli 2008, waarvan artikel 16, § 1, 3°, van het voorliggende ontwerp de datum van de gedeeltelijke inwerkingtreding vaststelt. De vaststelling van die inwerkingtreding mag niet worden verward met de eigenlijke opheffing.

³ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1, formule F 3-5-2.

4. Hetzelfde geldt voor de beschrijving van de gevallen van overmacht opgenomen in artikel 2, § 4, die moet vervallen. De artikelen 6, § 1, en 9, § 1, moeten dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 3

1. Terwijl in de Franse tekst van paragraaf 1 de term “redevables” en in paragraaf 2 de term “contribuables” worden gebruikt, maakt de Nederlandse tekst gebruik van hetzelfde woord “bijdrageplichtigen”.

In de Franse tekst dient dezelfde terminologie te worden gebruikt.

2. In paragraaf 4 is de bepaling onnodig ingewikkeld. De steller van het ontwerp zou ze nauwkeuriger moeten herformuleren om ze voor de bijdrageplichtigen te vereenvoudigen.

Artikel 4

1. Artikel 4 gaat over de invoering in Osiris van het document “vrijstellingenmatrix” of “matrix van de vrijstellingen”, waarin de lijsten met bouwplaatsen die op grond van hun geringe omvang vrijgesteld zijn van planning, van coördinatie of van vergunning, in de vorm van een matrix worden weergegeven.

2. In de eerste plaats moet worden opgemerkt dat deze “vrijstellingenmatrix” of “matrix van de vrijstellingen” niet als bijlage 3 van het voorliggende ontwerp is gevoegd, zoals artikel 4, § 3 van het ontwerp nochtans in het vooruitzicht stelt. In het dossier dat bij de adviesaanvraag is gevoegd, bevindt zich slechts een ontwerpdocument dat bij de nota aan de Regering van 26 september 2013 is gevoegd, en waarvan niet vaststaat dat het een definitief document is.

3. Tevens moet worden opgemerkt dat dit ontwerp van matrix ook de bouwplaatsen vermeldt die op grond van hun geringe omvang zijn vrijgesteld van het advies van de Coördinatiecommissie van de bouwplaatsen. Artikel 4, § 1, moet dan ook op dit punt worden aangevuld, en de datum van inwerkingtreding van artikel 33, § 2, van de ordonnantie van 3 juli 2008 moet worden vastgesteld.

4. De procedure voor de wijziging van de “vrijstellingenmatrix”, beschreven in artikel 4, § 4, geeft geen correcte uitvoering aan de machtiging die bij de artikelen 13, tweede lid, 15, tweede lid, 31, § 1, tweede lid, en 33, § 2, van de ordonnantie van 3 juli 2008 aan de Regering wordt gegeven.

De Regering is immers bevoegd, niet om de wijzigingen van de “vrijstellingenmatrix” goed te keuren, maar wel om deze zelf vast te stellen.

Voorts ziet de afdeling Wetgeving niet in welke bepaling van de ordonnantie het advies van de Coördinatiecommissie van de bouwplaatsen bindend zou kunnen maken vóór elke wijziging van de “vrijstellingenmatrix”.

Indien het de bedoeling is in een facultatief advies te voorzien, moet de ontworpen bepaling in die zin worden gepreciseerd.

Artikel 4, § 4, moet worden herzien teneinde met deze opmerking rekening te houden.

5. De voorgaande opmerkingen gelden eveneens voor de voorlopige procedure voor de aanpassing van de “vrijstellingenmatrix”, vastgelegd in artikel 15, § 2, van het voorliggende ontwerp.

Artikel 7

De afdeling Wetgeving ziet niet in welke bepaling van de ordonnantie van 3 juli 2008 de Regering zou machtigen de bepaling in artikel 7, derde lid, van het voorliggende ontwerp vast te stellen. Bij gebrek aan machtiging moet de laatstgenoemde bepaling vervallen.

Artikel 11

In paragraaf 2, derde lid, is de laatste zin blijkbaar overbodig, daar het begrip invoeringstermijn elders in het ontwerp niet voorkomt.

Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 3, eerste lid, 2°, tweede zin, van hetzelfde artikel.

Artikel 15

1. Artikel 33, § 1, van de ordonnantie van 3 juli 2008 luidt als volgt:

“Art. 33. § 1. Iedere uitvoeringsvergunningsaanvraag of iedere aanvraag of voorstel tot rectificatiebericht is onderworpen aan het advies van de Commissie indien de bouwplaats, helemaal of gedeeltelijk, is gelegen op een gewestelijke weg of op een gemeentelijke weg met een duidelijk belang voor het verkeer op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De regering stelt de in het eerste lid bedoelde gemeentelijke wegenlijst op na het inwinnen van het advies van de gemeenten.

Het advies van de gemeenten wordt beschouwd als gunstig in geval van stilzwijgen op de vervalddag van een termijn van zestig dagen vanaf de ontvangst van de adviesaanvraag”.

In artikel 15, § 1, wordt evenwel bepaald dat de lijst van de gemeentelijke wegen bij wijze van overgangsbepaling die is welke voorkomt in bijlage 2 “in afwachting van de

ontvangst van de adviezen van de gemeenten die het mogelijk maken de lijst van de gemeentelijke wegen [...] definitief op te stellen”.

Het vaststellen van een voorlopige lijst waarover de gemeenten geen advies hebben gegeven, vormt geen correcte tenuitvoerlegging van de machtiging die bij artikel 33, § 1, tweede lid, van de ordonnantie van 3 juli 2008 aan de Regering is verleend.

Deze bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

2. Gelet op de redactie van artikel 33, § 1, eerste lid, van de ordonnantie van 3 juli 2008, moet in paragraaf 1 de tweede zin worden weggelaten.

3. Wat artikel 15, § 2, van het ontwerp betreft, wordt bovendien verwezen naar de opmerkingen betreffende artikel 4.

Artikel 16

1. In artikel 16, § 1, 1°, moet ook artikel 33, § 2, van de ordonnantie van 3 juli 2008 worden vermeld. De vermelding van de artikelen 58, § 4, en 94 kan daarentegen worden weggelaten. De datum van inwerkingtreding van deze twee bepalingen is immers reeds vastgesteld bij artikel 33, 1°, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 11 juli 2013 ‘betreffende de uitvoering van bouwplaatsen op de openbare weg’.

2. Artikel 16, § 1, 2°, strekt ertoe de artikelen 19, 23 en 27 van de ordonnantie van 3 juli 2008 alleen in werking te doen treden voor zover bepaalde woorden of zinsdelen eruit worden weggelaten. Een dergelijke werkwijze, die meer doet dan alleen de datum van inwerkingtreding van de bepalingen in kwestie vaststellen, komt er in feite op neer dat de strekking van deze bepalingen wordt gewijzigd, en daartoe is de Regering geenszins gemachtigd.

Artikel 16, § 1, 2°, moet dus uit het ontwerp worden weggelaten en de betreffende bepalingen moeten in de opsomming in artikel 16, § 1, 1°, worden opgenomen.

Nieuw artikel 17

De uitvoeringsbepaling ontbreekt.

BIJLAGE 2

In het opschrift van bijlage 2 moet naar artikel 15, § 1, worden verwezen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre LIÉNARDY